LE VINGT DEUX JANVIER DEUX MIL VINGT ONT ÉTÉ CONVOQUÉS MESDAMES ET MESSIEURS LES CONSEILLERS MUNICIPAUX EN VUE DE LA RÉUNION QUI DEVAIT AVOIR LIEU LE VINGT-NEUF JANVIER DEUX MIL VINGT.

SÉANCE DU 29 JANVIER 2020

LE VINGT-NEUF JANVIER DEUX MIL VINGT, VINGT HEURES TRENTE, LE CONSEIL MUNICIPAL, LÉGALEMENT CONVOQUÉ S'EST RÉUNI À LA MAIRIE SOUS LA PRÉSIDENCE DE MONSIEUR ÉRIC HERBET, MAIRE.

ÉTAIENT PRÉSENTS : MM : Éric HERBET, Francis DURAN, Sylvie HANIN, Régis LECLERC, Valérie LOPEZ, Michel DURAND, Valérie FAKIR, Gisèle POTEL, Dominique VASSEUR, Rémi FOLLET, Pascal CASSIAU, Edwige GOUVERNEUR, Nadège MAMIER, André ROLLINI, Erick BOQUEN, Fabienne METAIRIE, Gladys LEROY-TESTU, Martine DELAMARE

ABSENTS EXCUSES Martine VINCENT, Sadirith PHENG, Maryse PETIT, Jean-Luc DUCLOS, Chantal CHERRIER.

POUVOIR

Monsieur PHENG donne pouvoir à Monsieur CASSIAU

Monsieur DUCLOS donne pouvoir à Monsieur FOLLET

Madame VINCENT donne pouvoir à Madame POTEL

Monsieur Pascal CASSIAU est nommé secrétaire de séance.

Constat est fait que les conditions de quorum sont remplies.

MINUTE DE SILENCE EN L'HOMMAGE DE MONSIEUR CLAUDE LEFEBVRE

A la demande de Monsieur le Maire une minute de silence est tenue en l'hommage de Monsieur Claude LEFEBVRE, décédé le lundi 27 janvier, Conseiller municipal de mars 1989 à mars 2008 et trésorier de l'association des anciens combattants.

1. PROCES VERBAL DE LA REUNION DU 22/10/2019

Aucune remarque n'étant formulée, le registre passe à la signature

2. DECISIONS DU MAIRE

2.1. Renonciation à l'exercice du droit de préemption urbain

N°DIA	DATE DE RECEPTION	NOM ET ADRESSE DU DECLARANT	NOM ET ADRESSE PROPRIETAIRE	DESIGNATION DE LA PARCELLE			PRIX PROPOSE PAR LE PROPRIETAIRE	RENONCIATION
				REF CAD ASTR ALE	ADRESSE TERRAIN	SURFACE		DATE DE NOTIFICATION
,DIA018	20/05/2019	Me Eric HUTEREAU 12 rue Thiers 76161 DARNETAL	SOYER Cst	AK 11	153 Rue de la Bucaille	1 000 m2	235 000 €	20/05/2019

,DIA019	25/05/2019	Me CORNILLE 12 rue Thiers 76161 DARNETAL	BOUST Jocelyne	AD 230	39 rue Maurice Ducatel	909 m2	131 000 €	04/06/2019
,DIA020	17/06/2019	Me Charles- Edouard BLAISET 2 bis rue Georges Charpak 76130 MONT SAINT AIGNAN	BACHA Nadia	AA 137	1386 rue aux juifs	8142 m2	240 000 €	18/06/2019
,DIA021	21/06/2019	Me Arnaud DESBRUERES 100 rue de l'Eglise 76230 ISNEAUVILLE	FRISON Laurent	AC 152 et AC 154	509B rue de Cailly	1645 m2	430 000 €	25/06/2019
,DIA022	11/07/2019	Me Jean-Philippe BOUGEARD LE MESNIL ESNARD	VILAIN Yannick et RENAUD Estelle	AL 100	678, rue du Sud	2297 m ²	430 000 €	11/07/2019
,DIA023	19/07/2019	Me Arnaud DESBRUERES 100 rue de l'Eglise 76230 ISNEAUVILLE	DOUILLET Alexandre	AR 48 LOT A	2618 rue de Cailly	1064 m ²	180 000 €	26/07/2019
,DIA024	29/07/2019	Me Hubert DUDONNE Notaire Isneauville	COGNARD Hervé	AL 62	740 rue du Sud	1300 m ²	299 000 €	30/07/2019
,DIA025	29/07/2019	Me Romain TULLIEZ Notaires à Rouen	SENZER Denis	AE 98	790 rue de Cailly	1486 m ²	365 000 €	30/07/2019
,DIA026	29/08/2019	Me Laurent CHEVALIER 100 rue de l'Eglise 76230 ISNEAUVILLE	WEVERT Denise CST LECLERCQ	AL 20	624 rue du Sud	1515 m ²	240 000 €	05/09/2019
,DIA027	02/10/2019	Me Edouard MEUNIER-GUTTIN- CLUZEL	JOUVET Stéphane et Sylvie	C 298	841 rue des Hacquets	2000m ²	380 000 €	07/10/2019
,DIA028	03/10/2019	Me Guillaume POISSON-LECLERC	RUQUIER- CASSINELLI Valentin	AD 68	281 rue Maurice Ducatel	568 m ²	251 500 €	07/10/2019
,DIA029	28/09/2019	Me Alain DEBADIER 20 bld des Belges 76003 ROUEN CEDEX	BOURDILLOUD Pierre et DURAND Marie-Edith	AA 130 et AA 77	108 rue des Hauts Champs	1000 m ²	230 000 €	07/10/2019
,DIA030	11/10/2019	Me Caroline CANVILLE-BOULO 3, rue Charles de Gaulle 76960 NOTRE DAME DE BONDEVILLE	Consorts L'HERMITTE	AC 96	60 rue des Hacquets	3222 m ²	215 000 €	

1.1. Concessions cimetières

- Il a été accordé le 15/10/2019 dans le cimetière rue de Cailly, au nom de Madame Valérie MONDHER née RAULIN, une concession de 50 ans, à compter du 15/10/2019, à titre de nouvelle concession, moyennant la somme de 267.77 euros.
- Il a été accordé le 15/11/2019 dans le cimetière rue de Cailly, au nom de Madame Marie-Odile MICAUD, une concession de 50 ans, à compter du 15/11/2019, à titre de nouvelle concession, moyennant la somme de 267.77 euros.
- Il a été accordé le 15/11/2019 dans le cimetière rue de Cailly, au nom de Madame Jackie HOUEMENT, une concession de 30 ans, à compter du 15/11/2019, à titre de nouvelle concession, moyennant la somme de 160.66 euros.
- Il a été accordé le 23/12/2019 dans le cimetière rue de Cailly, au columbarium, au nom de Madame Brigitte DUPART, une concession de 30 ans, à compter du 23/12/2019, à titre de nouvelle concession, moyennant la somme de 985.42 euros.
- Il a été accordé le 03/01/2020 dans le cimetière rue de Cailly, au nom de Monsieur Jacques LEGAY, une concession de 50 ans, à compter du 03/01/2020, à titre de nouvelle concession, moyennant la somme de 267.77 euros.
- Il a été accordé le 21/01/2020 dans le cimetière rue de Cailly, au nom de Monsieur Christophe ANTOINE, une concession de 50 ans, à compter du 21/01/2020, à titre de nouvelle concession, moyennant la somme de 267.77 euros.

1.2. Attribution de marchés

Toiture salle polyvalente

Le marché est attribué à l'entreprise BOUTEL COUVERTURE

1670 route de Dieppe 76230 QUINCAMPOIX pour la somme de 50.006,40 € HT

Toiture clsh

Le marché est attribué à l'entreprise BOUTEL COUVERTURE

1670 route de Dieppe 76230 QUINCAMPOIX pour la somme de 90.355,95 € HT

Essentage judo

Le marché est attribué à l'entreprise HOUEL COUVERTURE

9 route de forges 76390 AUMALE pour la somme de 60.480,33 € HT

Renouvellement fourniture denrées alimentaires et assistance technique

Le marché a été réattribué à la société ISIDORE RESTAURATION

1.3. Lancement concours d'architecte

Monsieur le Maire informe que l'appel à candidature pour le concours de maîtrise d'œuvre relatif au futur regroupement scolaire a été lancé.

3.1. Analyses microbiologique et physico chimique de l'eau

Une présentation est faite des contrôles réalisés à la cuisine centrale et à la RPA le 16 décembre 2019.

4. DECISIONS A PRENDRE OU A ENVISAGER

4.1. Regroupement scolaire

Monsieur le Maire expose :

La commune offre tous les niveaux d'enseignement pour la maternelle et l'école primaire.

Elle compte 3 sites scolaires distincts, la restauration étant effectuée dans un autre bâtiment.

Groupe primaire Saint Exupéry - André Martin

Il est situé rue du sud à 250 m de la Mairie. Il accueille une partie de l'école primaire, il y a 4 salles. L'autre partie de l'école primaire est dans les locaux de St Exupéry, qui sont les 6 salles situées juste derrière la Mairie.

L'école primaire accueille les classes du CP au CM2 pour un effectif de 156 élèves en 2017-2018.

Les élèves de CP/ CE1 et CE2 sont à André Martin. Les élèves de CM1 et CM2 sont à St Exupéry. Cette répartition peut varier chaque année en fonction des enseignants

Le site de l'actuelle école primaire est destiné à accueillir la totalité des besoins exprimés dans le présent programme de la façon suivante :

-Restructuration et extension du bâtiment existant pour constituer l'école maternelle de 4 classes (accueil petite, moyenne et grande section)

-Construction d'une école élémentaire de 8 classes (accueil du CP au CM2)

Ecole maternelle Hélène Boucher

Cette école comporte 5 salles de classes dans un groupe de bâtiments hétérogène situés à l'arrière de la Mairie.

4 salles sont dans le bâtiment principal et une salle est séparée du bâtiment principal, structurellement elle est liée à l'école St Exupéry, mais l'ouverture de la salle donne sur la cour d'Hélène Boucher.

Cette école maternelle accueille les enfants de petite, moyenne et grande section (répartis dans 3 salles de classe).

L'effectif de l'école maternelle Hélène Boucher en 2017-2018 est de 70 enfants.

Donc l'effectif total primaire + maternelle en 2017-2018 est de 226 enfants.

Le site de l'actuelle école maternelle est destiné à être libéré de ses activités scolaires à l'issue de la mise en œuvre du présent programme et permettre ainsi la mise en œuvre du plan de développement de la ZAC «Cœur de Bourg».

Restaurant scolaire

Un restaurant scolaire permettant d'accueillir la totalité des enfants et élèves scolarisés sur la commune est situé à proximité immédiate des deux écoles.

Ce bâtiment est en bon état et est destiné à être conservé en l'état.

LES AMBITIONS DU PROJET

Le projet s'inscrit dans une démarche globale initiée depuis quelques années à partir d'une vision prospective de la commune de Quincampoix et de ses habitants.

Cette projection est issue d'une analyse fine de la situation actuelle et future de tous les domaines structurants d'une commune périurbaine (démographique, urbanisme, économie et macro économie, environnement, modes de déplacements, patrimoine, culture, loisirs, services publics...) et s'est traduite par des actions concrètes telles l'adoption d'un PLU ou d'un plan d'aménagement à grande échelle (ZAC).

Dans ce cadre la question de la scolarité des Quincampoisiens a été abordée à partir des constats suivants :

- L'offre scolaire couvre les besoins du cycle 1, 2 et 3 de l'éducation nationale,
- Les locaux accueillant les enfants et élèves sont vieillissants (pour l'école St Exupéry surtout) et ne répondent pas aux exigences normatives et fonctionnelles actuelles,
- Le dimensionnement des écoles ne correspond plus aux besoins nécessités par l'évolution démographique et de pyramide des âges actuels et projetés,
- L'école primaire et l'école maternelle ne se situent pas sur le même site, ce qui génère la multiplicité des points d'accès et donc des problèmes de gestion de flux, la nécessité de dispositifs de sécurisation multipliés,
- Cet éloignement ne favorise pas la cohérence et continuité des actions pédagogiques entre les deux équipes d'enseignement,
- Les coûts d'exploitation, maintenance et entretien sont difficilement supportables pour les finances communales et les agents chargés des opérations,
- La mutualisation de certaines fonctions support ou techniques (énergie, réseaux...) n'est pas possible
- Densité des flux et problèmes de stationnement aux heures d'entrée et de sortie des élèves

L'analyse urbaine a démontré par ailleurs que le positionnement de l'actuelle école St Exupéry, derrière la Mairie, obère les possibilités de développement de l'habitat et des commerces de proximité en cœur de ville définies dans le projet ZAC Cœur de Bourg.

Fort de ces constats, L'ambition a été de procéder à la refonte globale de l'offre scolaire actuelle consistant à :

- Disposer d'une école maternelle regroupant les niveaux du cycle 1 (petite, moyenne et grande section),
- Disposer d'une école élémentaire regroupant les classes du cycle 2 (CP – CE1) et du cycle 3 (CE2, CM1 et CM2),
- Regrouper sur un même site ces deux écoles pour former un véritable « Groupe Scolaire »
- Libérer l'emprise foncière du cœur de bourg au profit de l'habitat et du commerce de proximité.

Cette ambition est structurée à partir des objectifs opérationnels suivants :

- Offrir des conditions d'accueil des parents, enfants, élèves et du corps enseignant correspondant aux standards actuels et anticipant les évolutions prévisibles ou pressenties,
- Maîtriser les coûts d'investissement prévisionnels,
- Réaliser un phasage des travaux pour permettre la continuité de service et d'accueillir les enfants et élèves dans des conditions normales de fonctionnement,
- Permettre la mise en service de l'école élémentaire à la rentrée scolaire de septembre 2022 et de l'école maternelle à la rentrée scolaire de septembre 2023,
- Offrir une qualité architecturale de qualité, à l'échelle de la commune et s'intégrant harmonieusement avec le bâti local,

- Assurer la sécurité des usagers dans et aux abords du groupe scolaire dans un contexte géopolitique difficile,
- S'intégrer dans le fort engagement environnemental de la ville, en appliquant une démarche structurée, rationnelle et démontrant toute son efficacité,
- Répondre à la loi sur « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » de février 2005, en créant un établissement accessible pour l'intégration des enfants handicapés,
- Permettre une optimisation des coûts relatifs à l'exploitation et à la maintenance en proposant des systèmes de construction, des matériaux et des installations techniques simples, robustes, fiables, à longue durée de vie, nécessitant un entretien courant faible,
- Réaliser des bâtiments flexibles et modulables permettant une évolution de locaux qui sont appelés à évoluer et à se transformer en fonction des usages,

Afin de poursuivre sa démarche et entrer dans la phase opérationnelle du projet, la collectivité a donc entamé la procédure permettant de recruter une équipe de Maîtrise d'Œuvre disposant de compétences pluridisciplinaires pour l'accompagner au travers d'une mission globale architecturale, technique, environnementale et économique.

Monsieur le Maire indique que le cout prévisionnel de travaux est fixé à 3.564.445 € HT

Le calendrier prévisionnel de déroulement du projet comprend les échéances principales suivantes :

<i>Lancement de la procédure de désignation du Maître d'Œuvre</i>	<i>Décembre 2019</i>
<i>Désignation du Maître d'Œuvre</i>	<i>Semaine 14/2020</i>
<i>Dépôt Permis de construire</i>	<i>Début Mai 2020</i>
<i>Obtention du permis de construire</i>	<i>Début Novembre 2020</i>
<i>Démarrage des travaux phase 1</i>	<i>Fin Décembre 2020</i>
<i>Livraison phase 1</i>	<i>Fin juin 2022</i>
<i>Démarrage des travaux phase 2</i>	<i>Début juillet 2022</i>
<i>Livraison phase 2</i>	<i>Fin juin 2023</i>

De plus, il indique que le règlement du concours dispose que les équipes ayant remis une offre complète répondant au programme, recevront une prime forfaitaire non révisable fixée à 15 000 € HT au titre des prestations rendues et pour l'ensemble de l'opération.

La rémunération de ce marché de maîtrise d'œuvre pour le candidat attributaire tiendra compte de cette indemnité reçue pour sa participation au concours

Le nombre maximum de candidats pouvant être admis à participer au concours a été fixé à 3

Monsieur le Maire demande donc à l'assemblée de :

- de valider le programme tel que joint en annexe pour un montant prévisionnel de 3.564.445,00 € HT
- de valider le montant de la prime forfaitaire non révisable servie aux équipes ayant remis une offre complète répondant au programme (3 maximum) à 15000 Euros HT au titre des prestations rendues et pour l'ensemble de l'opération. La rémunération de ce marché de maîtrise d'œuvre pour le candidat attributaire tiendra compte de cette indemnité reçue pour sa participation au concours
- d'autoriser Monsieur le Maire à déposer les dossiers de demandes de subventions relatives à cette opération auprès du Conseil Départemental, de l'Etat (DETR) du Conseil régional et/ou tout autre organisme pouvant subventionner une telle opération

Les membres de la liste d'opposition, à savoir, Monsieur BOQUEN et Mesdames METAIRIE, LEROY-TESTU et DELAMARE précisent que ce projet est un très beau projet, et que bien que favorables, ils s'abstiendront de le voter car ils estiment être surpris du timing (6 semaines avant les élections Municipales) et du manque de concertation.

Monsieur LECLERC rappelle qu'il s'agit là d'un projet, qui est à l'étude depuis longtemps, qu'il a été abordé en réunion de commissions bâtiments (sans doute pendant la période où madame LEROY-TESTU, membre de cette commission, a eu de nombreuses absences) et dans le cadre d'un groupe de travail auquel Monsieur CASSIAU en ses qualités de directeur d'école et de Conseiller Municipal a également participé.

En outre, Monsieur le Maire, rappelle que les délais pour permettre une ouverture sur une rentrée de septembre sont très contraints et que retarder la décision de ce projet aurait eu pour effet de retarder d'une année scolaire l'ensemble de l'opération.

Par ailleurs, il rappelle qu'il s'agit là (dans l'état d'avancement du processus) de désigner une équipe de Maîtrise d'œuvre et que précaution a été prise dans le calendrier prévisionnel afin que ce soit la future assemblée qui prenne la décision (semaine 14/2020)

Où cet exposé l'assemblée après en avoir délibéré à la majorité (17 pour, 4 abstentions) décide :

1. de **valider le programme tel que joint en annexe** pour un montant prévisionnel de 3.564.445,00 € HT
2. de **valider le montant de la prime forfaitaire non révisable** servie aux équipes ayant remis une offre complète répondant au programme (3 maximum) à 15000 Euros HT au titre des prestations rendues et pour l'ensemble de l'opération. La rémunération de ce marché de maîtrise d'œuvre pour le candidat attributaire tiendra compte de cette indemnité reçue pour sa participation au concours
3. **d'autoriser Monsieur le Maire à déposer les dossiers de demandes de subventions relatives à cette opération** auprès du Conseil Départemental, de l'Etat (DETR) du Conseil régional et/ou tout autre organisme pouvant subventionner une telle opération

4.2. Demandes de subventions

Monsieur le Maire sollicite de l'assemblée l'autorisation de déposer les dossiers de demandes de subventions relatives aux opérations visées ci-dessous auprès du Conseil Départemental, de l'Etat (DETR) du Conseil régional et/ou de tout autre organisme pouvant subventionner de telles opérations, pour :

- **Toiture salle polyvalente** : Somme prévisionnelle : 50.006,40 € HT
- **Toiture clsh** : Somme prévisionnelle : 90.355,95 € HT
- **Essentage judo** : Somme prévisionnelle : 60.480,33 € HT

Le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents, autorise Monsieur le Maire :

- A déposer les demandes de subventions visées ci-dessus
- A signer toutes les pièces subséquentes

4.3. Convention élections

Monsieur le Maire indique à l'assemblée que dans le cadre des élections municipales des 15 et 22 mars 2020, la diffusion de la propagande électorale dans les communes de plus de 2500 habitants sera réalisée sous l'égide d'une commission de propagande.

Celle-ci, placée sous l'autorité d'un magistrat et composée en outre d'un représentant de la préfecture et d'un représentant de la Poste, examinera au tout début du mois de mars la propagande des différentes listes pour vérifier leur conformité à la réglementation en vigueur.

Il est envisagé de confier le secrétariat de cette commission à un agent en charge des élections dans les services des communes, ce qui permettrait de se familiariser avec les différents documents de propagande des candidats. Le secrétaire assure la rédaction du PV de la commission, qui entérine la validation ou le rejet de la propagande des listes (la trame à compléter sera fournie par la préfecture).

A l'issue de ces opérations, il sera demandé aux candidats de livrer leurs documents de propagande directement dans les locaux communaux que nous désignerons, afin que nous puissions diffuser la propagande électorale aux électeurs et répartir les bulletins de vote dans les différents bureaux de vote de la commune.

Il est prévu qu'une dotation financière couvrant l'ensemble des frais engagés nous soit attribuée à l'issue des opérations.

La réalisation de ces opérations nécessite la signature préalable d'une convention entre l'Etat et la commune, pour laquelle Monsieur le Maire sollicite l'autorisation de signer

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention

4.4. Financement des investissements de début d'exercice 2020

Monsieur le Maire les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales : *Article L1612-1 modifié par la loi n°2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37 (VD)*

« Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »

Monsieur le Maire rappelle que les crédits des dépenses d'investissement inscrits au budget primitif 2019 (hors chapitre 16 « Remboursement d'emprunts ») étaient de 971.105,00 € répartis comme suit :

- Chapitre 20 : 23.500,00 €
- Chapitre 21 : 861.485,00 €
- Chapitre 23 : 86.120,00 €

Monsieur le Maire propose donc à l'assemblée d'autoriser le paiement des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits hors dette au BP 2019, soit : 242.776,00 € Maxi, répartis comme suit :

- Chapitre 20 : 5.875,00 €
- Chapitre 21 : 215.371,00 €
- Chapitre 23 : 21.530,00 €

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé, à l'unanimité des membres présents :

Autorise le paiement des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits hors dette au BP 2019, soit : 242.776,00 € Maxi, répartis comme suit :

- Chapitre 20 : 5.875,00 €
- Chapitre 21 : 215.371,00 €
- Chapitre 23 : 21.530,00 €

4.5. Personnel

4.5.1. Réorganisation de service

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que suite à la mutation de Madame MOUQUET agent du CCAS au département de l'Eure, Madame VILLIERS, agent de la Commune a demandé sa mutation au CCAS sur le poste de Madame MOUQUET.

Compte tenu que l'offre d'emploi du CCAS n'a pas fait l'objet de candidature répondant au profil la mutation de Madame VILLIERS a été acceptée.

Il convient donc de pourvoir au remplacement de Madame VILLIERS.

Toutefois, la fiche de poste de cette dernière comportant une période d'inactivité de 9h à 12h dans la journée, il est apparu judicieux afin de faciliter le recrutement de modifier ce poste.

Parallèlement Madame LAGNIER s'est portée volontaire pour effectuer les missions de garderie périscolaire prévues sur la dite fiche de poste avant 9h.

Aussi il est proposé au conseil Municipal de modifier les postes d'adjoints techniques concernés :

- Le poste précédemment occupé par Madame VILLIERS et non pourvu passant de 35h à 29.5/35^{ème}
- Le poste occupé par Madame LAGNIER passant de 29,5/35^{ème} à 35h

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé à l'unanimité valide la proposition ci-dessus

4.5.2. Avancement de grade

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée :

En application de l'article 49 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, il appartient aux assemblées délibérantes de chaque collectivité de fixer, après avis du comité technique, le taux de promotion pour chaque grade d'avancement à l'exception de ceux relevant du cadre d'emplois des agents de police municipale.

Il propose donc de fixer, au regard des circonstances locales, grade par grade, le ratio promus / promouvables, le nombre de promouvables représentant l'effectif des fonctionnaires du grade considéré remplissant les conditions d'avancement de grade.

Monsieur le Maire précise que le taux retenu, exprimé sous la forme d'un pourcentage, reste en vigueur tant qu'une nouvelle décision de l'organe délibérant ne l'a pas modifié.

Dans l'hypothèse où par l'effet du pourcentage déterminé le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus n'est pas un nombre entier, Monsieur le Maire propose de retenir **l'entier supérieur**.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents

Vu le Code général des Collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires

Vu la loi n°84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Vu la demande d'avis du Comité technique paritaire sollicité le 28/11/2019

1. fixe, le taux de promotion de chaque grade figurant au tableau d'avancement de grade de la collectivité de la façon suivante :

CATEGORIE C		
filières	GRADES D'AVANCEMENT	RATIOS
ADMINISTRATIVE	Adjoint Administratif principal de 1 ^{ère} classe	50%

Modifie le tableau des emplois de la manière suivante, suppression d'un poste d'Adjoint Administratif principal de 2^{ème} classe et création d'un poste Adjoint Administratif principal de 1^{ère} classe

4.5.3. Création d'un emploi fonctionnel de DGS

Le Maire informe l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Compte tenu du départ en retraite de Monsieur ADAM Secrétaire général et du besoin d'optimiser la coordination des services, il convient de créer un emploi fonctionnel de Directeur Général des Services qui aura pour mission de diriger, sous l'autorité du Maire, l'ensemble des services et d'en coordonner l'organisation.

Le Maire propose à l'assemblée :

La création d'un emploi de Directeur Général des Services à temps complet à compter du 1er février 2020 Cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie A par voie de détachement.

Enfin, l'agent détaché sur l'emploi de directeur général des services percevra la rémunération prévue par le statut de la fonction publique territoriale et la grille indiciaire de l'emploi fonctionnel créé, il bénéficiera également de la prime de responsabilité des emplois de direction prévue par le décret 88-631 du 6 mai 1988 et d'une NBI.

Il pourra également bénéficier des dispositions du régime indemnitaire de la collectivité.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 34, et 53.

Vu le décret n°87-1101 du 30 décembre 1987 portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés,

Vu le décret n°87-1102 du 30 décembre 1987 relatif à l'échelonnement indiciaire de certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés

Vu le tableau des emplois,

Décide

Article 1 :

D'adopter la proposition de Monsieur le Maire,

Article 2 :

De modifier ainsi le tableau des emplois,

Article 3 :

D'inscrire au budget les crédits correspondants.

4.6. Convention jardin partagé « onfekoi »

Monsieur le Maire sollicite l'assemblée pour l'autoriser à signer la convention de mise à disposition d'un terrain communal à intervenir avec l'association « ONFEKOI » dont le projet est transcrit ci-dessous :

« Entre les soussignés :

La commune de Quincampoix, représentée par Monsieur Éric HERBET, domicilié en la mairie de Quincampoix, agissant à l'effet des présentes en sa qualité de Maire de ladite commune et en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXXXXX,

Ci-après dénommée « le Bailleur »

D'une part

ET

L'Association « Onfékoi », dont le siège social est au 16 résidence Henri Farman 76230 QUINCAMPOIX, représentée par Monsieur Emmanuel SUREAU, agissant en qualité de Président de l'association, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « le Preneur »

D'autre part

1 - Désignation du bien

La commune de Quincampoix met à disposition de l'Association « Onfékoi » une partie de la parcelle de terre désignée ci-dessous, conformément au plan joint en annexe:

Section	Numéro	Surface	Adresse
AK	129	surface mise à disposition 461 m ²	Allée des ateliers

Le preneur utilisera le bien objet de la présente convention pour la réalisation de jardin partagé.

Ce jardin partagé est un jardin conçu, construit et cultivé collectivement par les adhérents de l'association.

Le preneur déclare connaître la propriété pour l'avoir vue et visitée.

2 - Durée de la convention

La présente convention est consentie pour une durée de cinq ans sauf dénonciation par l'une des parties par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois avant la date de résiliation souhaitée. Elle se renouvellera ensuite par reconduction expresse.

Si l'association vient à être dissoute ou cesse son activité, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité trois semaines après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par la commune au Président.

3 – Le loyer

La mise à disposition du terrain par la commune est consentie à titre gracieux.

4 - Activités et objectifs de l'association

Les membres de l'Association ont en commun le projet de jardiner et d'entretenir la parcelle de terrain qui lui est remise. Le jardin partagé a pour objectif :

De créer du lien social :

- En facilitant la rencontre des habitants de tous âges, de toutes cultures et de toutes origines à travers les rapports conviviaux.*
- En renforçant une appropriation dynamique et responsable de l'espace public par une forte implication des habitants.*
- En permettant de créer des espaces d'initiatives citoyennes, supports d'innovations sociales et urbaines, et d'apprentissages à la coopération.*
- En suscitant un rapport à la nature placé sous le signe du partage et du plaisir de se retrouver.*

D'avoir une autre approche de l'économique:

- En favorisant le plaisir de créer, produire, goûter et partager le fruit de ses efforts, pour soi et ses proches, quelles que soient ses ressources monétaires.*
- En permettant à moindre coût une alimentation de qualité, saine, diverse et goûteuse.*
- En optimisant et en embellissant des espaces vacants, petits ou grands, grâce à la créativité des habitants.*

De respecter l'environnement :

- En consolidant un support concret d'éducation à l'environnement auprès des écoles.*
- En démontrant et en pratiquant dans les faits, des projets exemplaires du développement durable.*
- Le jardin permet de pratiquer le jardinage selon des modes éco-responsables en remplaçant les traitements chimiques par des traitements biologiques, en privilégiant l'activité biologique du sol, en recyclant au mieux les déchets organiques et inorganiques, en optimisant l'usage de l'eau et en favorisant la biodiversité qu'elle soit issue des variétés végétales domestiques ou du milieu naturel.*

5 - Charges et conditions

Le lieu ne pourra être affecté qu'à usage exclusif de jardin partagé. Ce jardin aura pour objectif de créer un lien social et de favoriser une agriculture respectueuse de l'homme et de l'environnement.

L'Association « Onfékoi » prendra le bien loué dans l'état où il se trouvera à la date de son entrée en jouissance. Elle s'interdit d'exercer tout recours contre la commune pour mauvais état ou erreur dans la désignation ou la contenance.

L'Association « Onfékoi » s'engage au respect des règles de bon voisinage et à exercer son activité dans le respect de son environnement.

Concernant l'aménagement du terrain :

L'Association « Onfékoi » pourra installer à sa charge une cabane de jardin.

Toute autre construction dans cette zone sera interdite.

L'Association « Onfékoi » pourra installer un panneau de signalisation à l'entrée du jardin partagé.

Concernant le respect de l'environnement :

- interdiction absolue d'employer des produits phytosanitaires, pesticides et engrais chimiques,*
- pratique du tri et du recyclage des déchets dans le jardin,*
- choix préférentiel d'essences adaptées au sol et au climat, en évitant les plantes invasives,*
- gestion économe des ressources naturelles, en particulier l'eau,*

- interdiction de mener des activités susceptibles de polluer le sol.

6 - Obligations de l'association

Toutes activités de nature commerciale et publicitaire sont interdites.

L'association devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour n'apporter aucun trouble autre que les troubles normaux, résultant de la nature et de la destination du jardin. Elle mènera donc ses activités dans le souci de ne pas gêner le voisinage, notamment en soirée.

Toute manifestation ou organisation d'événement est soumise à l'autorisation de la commune de Quincampoix.

7 - Impôts et assurances

Le Bailleur acquittera tous les impôts et taxes afférents au bien.

Le Bailleur et le Preneur font leur affaire personnelle de l'assurance leur incombant pour cette location, chacun pour sa partie.

8 - Résiliation de la convention

La résiliation anticipée de la convention pourra être prononcée par accord express des parties.

Par ailleurs, le bailleur pourra résilier unilatéralement ladite convention dans le cas où :

- les agissements du preneur seraient de nature à compromettre la bonne utilisation du terrain (mauvais entretien...).

- le preneur ne respecterait pas ses obligations.

Dans ces conditions, le preneur remettra le bien en état ou supportera financièrement les coûts liés à la remise en état.

Qualité du Bailleur - spécificité des présentes

L'attention du Preneur est attirée sur le fait que le Bailleur est une personne morale de droit public soumise en tant que telle à des règles spécifiques concernant la gestion et l'administration de son patrimoine immobilier et que ces règles sont d'une portée supérieure aux stipulations contractuelles, comme étant d'ordre public. Son attention a été attirée sur le fait qu'une partie des stipulations indiquées ci-dessus, notamment concernant le renouvellement du bail peuvent trouver à ne pas s'appliquer en raison de ces règles, le Bailleur pouvant les considérer comme non écrites. De même le Preneur, compte tenu de la qualité du Bailleur, ne pourra exercer son droit de préemption sur la parcelle objet des présentes conformément aux dispositions de l'article L 415-11 du Code rural et de la Pêche Maritime.

9 - Déclarations - formalités

A. Déclarations diverses

Le propriétaire déclare que le bien objet de la présente convention est libre de toute location.

B. Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

La commune de Quincampoix, à la mairie, place de la mairie BP3 76230 QUINCAMPOIX,

L'Association « Onfékoi » à son siège social.

Toute notification à effectuer dans le cadre des présentes sera faites par écrit aux adresses susvisées. »

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents :

1. **Accepte** les termes de cette convention
2. **Autorise** sa signature par Monsieur le Maire

5.1. Monsieur Régis LECLERC

Effectue un point sur différents travaux :

- Toiture salle polyvalente : les travaux devraient être terminés fin février, un petit problème d'ouverture au public a été rencontré mais est actuellement résolu.
- L'essentage du dojo : les travaux débuteront début février pour être terminés fin mars
- Toiture du CLSH : les travaux préparatoires débuteront le 16 mars prochain

Monsieur Michel DURAND

- Indique que les travaux d'enfouissement route de Neufchâtel devraient se terminer prochainement, il reste à ce jour la dépose des poteaux.
- Pour ce qui concerne le Carrefour de la Place de la Mairie et de la route de Neufchâtel, un rendez-vous a été pris pour le 30 janvier relatif à la mise en place des abris bus.

5.2. Monsieur Pascal CASSIAU

- Indique que Monsieur MIRGUET a été missionné pour prendre en charge la Commission Jeunes, il a « recruté » un nombre d'enfants suffisant au fonctionnement de cette dernière. Ses membres ont commencé à travailler et ont établi une liste de projets pertinents.
- Par ailleurs, L'organisation du Quincamp'Fest édition 2020 est en cours de préparation, 10 groupes musicaux ont fait connaître leur volonté de participer.

5.3. Madame Valérie FAKIR

- Remercie Mesdames POTEL, VINCENT et HANIN pour leur investissement dans la distribution du colis des Anciens de fin d'année.
- Elle informe que des ateliers suivants vont être mis en place à destination des personnes âgées :
 - Alimentation, Yoga du rire et sophrologie, prévention des chutes et risques domestiques, numérique, qi gong tai chi chuan, sommeil Par l'ADMR en mars et avril prochain
 - Marche nordique, par l'ASEPT Normandie (Association Santé Éducation et Prévention sur le Territoire) en collaboration avec ADN_Gps

5.4. Madame Valérie LOPEZ

- Informe être à l'étude avec le QPIX pour la mise en place d'exposition temporaire de photos dans le jardin de la Mairie. Ces expositions sur différents thèmes seraient mises en place de Avril à Septembre, chaque thème durant environ une trentaine de jours.
- Elle indique que des bancs et des jardinières vont être prochainement installés sur la place de la Mairie et l'espace du Colombier.
- Enfin elle informe que dans le cadre de ses actions en faveur des jeunes bénévoles, le Comité Régional des Médaillés de la Jeunesse, des Sports et de l'Engagement Associatif de Normandie a créé une action en faveur des jeunes dirigeants bénévoles d'associations de Moins de 35 ans.

Cet organisme nous a contacté dans le cas où nous serions concernés par un jeune qui s'investit dans la Commune et que nous souhaiterions mettre en valeur.

La Commune a souhaité proposer Monsieur Pierre BERNASQUE, très investi depuis 6 années dans le club de football de QUINCAMPOIX, il a également mis en place des séances de révision du Brevet des Collèges après les entraînements, il participe à la création du tournoi de la Commune, organise des soirées foot, des stages pendant les vacances scolaires. En outre il gère les licences et les inscriptions, recherche des sponsors, tout en ayant une approche très éducative, ne comptant pas son temps ni son énergie au service de la Jeunesse et du sport, il peut être considéré comme un jeune exemplaire.

Son dossier a été retenu et il sera officiellement récompensé le 8 février prochain.

LA SEANCE EST LEVEE A 22H07